

01.02.2019 – 10:09 Uhr

La Suisse peut et doit en faire plus / Statistique sur l'asile 2018: baisse record du nombre de demandes d'asile depuis 2007

Berne (ots) -

L'année dernière, quelque 15 000 personnes en quête de protection ont demandé l'asile en Suisse. Il s'agit du chiffre le plus bas depuis 2007, conséquence directe de la politique d'isolement et de rejet de l'Union européenne (UE). Soutenue également par la Suisse, cette politique contraint les personnes migrantes à emprunter des itinéraires de plus en plus dangereux, voire fatals. C'est pourquoi l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) demande à la Confédération d'assumer ses responsabilités face à cet afflux mondial de personnes en quête de protection et de créer davantage de voies d'accès légales.

Guerres, persécutions, situations d'urgence : plus de 68 millions de personnes dans le monde sont aujourd'hui en quête de sécurité et de protection. Une tendance à la hausse. Or, parallèlement, le nombre de demandes d'asile en Europe et en Suisse ne cesse de diminuer depuis des années. Selon les statistiques du Secrétariat d'État aux migrations, seules 15 255 personnes ont déposé une demande d'asile en Suisse en 2018. Soit 16 pourcents de moins que l'année précédente et même 61 pourcents de moins qu'en 2015.

La raison principale de la baisse marquée du nombre de demandes d'asile est la politique rigoureuse d'isolement et de rejet que mène l'UE et que soutient la Suisse. L'Europe, en fermant ses frontières, bloque des voies d'exil sûres pour celles et ceux qui cherchent protection. Elle bafoue par là-même les droits humains, favorisant la violence, la misère, la mort : les personnes migrantes sont contraintes de subsister dans des camps et des zones de transit aux conditions inhumaines. Les frontières à l'est de l'UE sont quant à elles régulièrement le théâtre de refoulements illégaux : les personnes en quête de protection y sont repoussées avec brutalité et se voient privées de leur droit de demander l'asile. En Méditerranée, l'UE laisse les garde-côtes libyens intercepter les migrants et les renvoyer en Libye en complète violation du droit international. Les témoins ne sont pas les bienvenus, pas plus que les navires privés de sauvetage en mer, auxquels les ports européens restent fermés. Résultat : les personnes en quête de protection sont contraintes d'emprunter des voies qui mettent leur vie en danger. Le nombre de morts connaît d'ailleurs une augmentation rapide.

Protéger les réfugiés, c'est assumer ses responsabilités

L'OSAR est d'avis que la longue tradition humanitaire de la Suisse l'oblige à assumer ses responsabilités et à montrer l'exemple dans la gestion de la crise mondiale actuelle des réfugiés. « La Suisse peut et doit en faire plus », souligne Peter Meier, responsable de la politique d'asile à l'OSAR, « surtout dans le domaine du sauvetage en mer. » Le fait que l'UE ne parvienne pas à se mettre d'accord sur une clé de répartition solidaire ne doit plus, selon l'OSAR, servir de prétexte à la Suisse pour rester à l'écart et ne pas accueillir les personnes sauvées en Méditerranée. D'autant plus que l'infrastructure nécessaire existe déjà : le nouveau système d'asile, qui entrera en vigueur en mars, est conçu pour gérer 24 000 demandes d'asile par an, soit un tiers de plus que le nombre actuel de demandes.

L'OSAR demande également à la Confédération de créer de nouvelles voies d'accès légales vers la Suisse. La participation régulière aux programmes de réinstallation du HCR, récemment proposée par le Conseil fédéral, est un pas dans la bonne direction, mais elle ne va pas encore assez loin. Il est également nécessaire de faciliter la délivrance de visas humanitaires et le regroupement familial des personnes réfugiées reconnues et des personnes admises à titre provisoire. Enfin, la Suisse devrait renoncer aux transferts Dublin vers des pays comme l'Italie des personnes requérantes vulnérables, aussi longtemps qu'un accueil adéquat n'y sera pas garanti.

Contact:

Peter Meier, responsable politique d'asile OSAR,
peter.meier@osar.ch; ligne directe/redirigée: +41 31 370 75 15